

Question - La République et les évolutions de la société française

PROBLEMATIQUES

La question porte sur une période qui va des années 1880 à aujourd'hui. Elle s'intéresse à la manière dont la République s'est adaptée aux évolutions sociales et culturelles qu'a connues la France depuis la fin du XIX^e siècle : changements des structures sociales, affirmation des femmes, mutations des religions. Elle s'interroge sur la capacité de l'idée républicaine telle qu'elle a été définie sous la III^e République, à évoluer pour répondre à ces bouleversements en montrant à la fois les réformes engagées et leurs limites.

Dans cette optique, la question analyse l'intégration de catégories qui, à l'origine, n'étaient pas au centre des préoccupations des républicains : les ouvriers et les femmes. Il s'agit de comprendre les logiques de leur exclusion, de mettre en évidence les moments et les stratégies qui ont conduit à leur intégration à la République. L'étude de la laïcité montre comment une notion inséparable du projet républicain des années 1880 a été l'objet de débats récurrents depuis plus d'un siècle et se trouve confrontée aux défis du nouvel équilibre entre les religions en France et aux transformations des manières de croire.

SUPPORTS D'ETUDE

1 - La République et la question ouvrière : le Front populaire.

Le Front populaire marque un tournant dans les relations entre la République et les ouvriers.

Dans les années 1930, ces derniers restent marginalisés, le régime s'étant enraciné dans les campagnes et avec l'appui des classes moyennes et ayant rejeté le modèle révolutionnaire illustré par la Commune. De leur côté, les ouvriers ne se reconnaissent pas dans les républicains de gouvernement d'origine bourgeoise. Malgré une amélioration de leur condition depuis le XIX^e siècle, ils demeurent dans une situation fragile qui est aggravée par la crise économique de 1929.

Le Front populaire rompt avec cette situation en assurant une intégration plus complète des ouvriers dans la République.

Avec l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement dirigé par un socialiste, **les ouvriers trouvent une reconnaissance auprès de l'État**. Les grandes réformes du Front populaire visent non seulement à améliorer la condition ouvrière mais aussi à démocratiser la culture avec la politique de Jean Zay à l'Éducation nationale et de Léo Lagrange pour les loisirs. De plus, avec les accords Matignon, l'État s'érige en arbitre du conflit social entre les ouvriers et les patrons.

Le Front populaire voit aussi le renouveau et la mutation du mouvement ouvrier. Il provoque une brusque augmentation des effectifs des organisations ouvrières. Il voit aussi l'émergence du PCF

comme parti représentant de la classe ouvrière. Comme la SFIO l'avait fait au début du XX^e siècle sous l'impulsion de Jaurès, la stratégie de ralliement du PCF à la République contribue à celui des ouvriers.

Les grèves des mois de mai et de juin 1936 ont enfin favorisé l'affirmation de l'identité ouvrière. Davantage que des revendications politiques, elles expriment une fierté d'être ouvrier. Ces grèves sont aussi le révélateur des mutations d'une classe ouvrière désormais dominée par les travailleurs de la grande usine soumis aux méthodes tayloriennes. Elles contribuent à fixer la représentation d'une classe ouvrière unie qui se réclame des valeurs de la République.

2 -La République, les religions et la laïcité depuis les années 1880.

La deuxième étude s'intéresse aux rapports entre la République et les religions. Ceux-ci sont commandés par l'idée de laïcité, notion consubstantielle au projet républicain et qui se construit par opposition à l'Église catholique. Sans faire de la France une exception, il s'agit d'analyser les caractères de la laïcité républicaine à partir des textes des pères fondateurs de la République, comme Ferdinand Buisson, ou des débats sur la loi de 1905 : neutralité de l'État en matière de religion, liberté et égalité des cultes, liberté de conscience. Il convient d'insister sur le fait que le modèle qui s'impose sous la III^e République est celui d'une laïcité tolérante qui repose sur le respect de la liberté et qui s'oppose à une laïcité de combat incarnée notamment par Émile Combes.

Un deuxième objectif est de suivre les évolutions de la laïcité depuis le début du XX^e siècle. Après la crise des Inventaires (1906-1907) qui suit la loi de Séparation, la question laïque s'apaise sans toutefois disparaître. Elle ressurgit périodiquement (1924-1925, 1949, 1959, 1984, 1993), le plus souvent à propos de l'école. Mais, un changement est intervenu depuis trente ans avec les mutations du champ religieux : changement d'équilibre entre les religions, individualisation de l'expérience de la religion qui s'est traduit par de nouvelles attentes, de nouvelles pratiques qui échappent en grande partie aux institutions religieuses. L'affaire du voile en 1989 a mis en évidence ces transformations auxquelles la laïcité se trouve confrontée.

Sur la longue période, l'étude peut s'appuyer sur la question scolaire. Les grandes lois des années 1880 définissent le projet républicain d'émancipation individuelle, d'autonomie de la conscience, de formation du citoyen qui est au fondement de la laïcité. L'école est ensuite le principal enjeu des luttes entre les défenseurs de la laïcité et l'Église catholique. Elle est ainsi le lieu où se sont manifestés les nouveaux défis auxquels doit répondre la laïcité aujourd'hui.

3 - La place des femmes dans vie politique et sociale de la France au XX^e siècle.

Pour cette troisième étude, il convient de partir de la situation politique et sociale des femmes au début du XX^e siècle afin de mettre en évidence **la contradiction entre les idéaux républicains universalistes et la condition des femmes**, contradiction qui remonte à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Les républicains justifient les différences entre hommes et femmes au nom d'une altérité radicale et d'une inégalité entre les sexes. Cette conception explique le siècle qui sépare le suffrage masculin du droit de vote des femmes. De ce point de départ, l'étude doit dégager les trois voies de l'émancipation des femmes tout en soulignant les limites de celle-ci.

La première grande conquête est celle des droits politiques. Elle s'engage à l'initiative des mouvements féministes qui se créent à la fin du XIX^e siècle. Mais leur influence reste limitée à cause de leurs divisions et du poids de la Première Guerre mondiale et ils ne sont qu'un des facteurs qui contribuent à l'extension du droit de vote en 1944 à côté du rôle des femmes dans la Résistance, du contexte de la Libération, de la comparaison internationale peu flatteuse. Malgré cette avancée, la domination des hommes sur la vie politique n'a guère été remise en question en dépit de l'action du législateur (loi sur la parité en 2000).

C'est que, une fois le droit de vote obtenu, **la question de la place de la femme se déplace vers la maternité**, domaine que les hommes considéraient comme le symbole de la condition féminine. Après

la Première Guerre mondiale, la législation est durcie avec la loi de 1920 qui punit sévèrement l'avortement et qui interdit la propagande malthusienne et la vente de moyens contraceptifs. Dans ce domaine, les changements se situent dans les années 1960-1970 avec des lois fondatrices (loi Neuwirth en 1967, loi Veil en 1975) liée au rôle d'un mouvement féministe à son apogée (création du MLF en 1970). Les avancées ne se limitent pas à la maternité mais s'étendent aux relations à l'intérieur de la famille. Entre 1965 et 1975, plusieurs lois y établissent l'égalité entre hommes et femmes.

Enfin, la troisième grande évolution concerne le travail. Cet aspect peut être corrélé avec l'étude de la place de la femme dans la population active en France depuis les années 1850 développée dans le thème I du programme. Il convient en premier lieu de noter la précocité du travail féminin en France, les femmes représentant 30% de la population active au début du XXe siècle. La situation évolue à partir des années 1960 : le taux de féminisation, resté assez stable depuis la Première Guerre mondiale, connaît une hausse importante tandis que les secteurs d'activité changent avec la très forte tertiarisation des emplois féminins. Cependant, la situation professionnelle des femmes demeure plus précaire que celle des hommes : salaires moins élevés, taux de chômage plus important, emploi à temps partiel plus fréquent. S'y ajoute le poids des tâches domestiques qui restent assurées à 70% par les femmes. Cette situation contraste avec la réussite scolaire des filles, supérieure à celle des garçons.

PIEGES A EVITER DANS LA MISE EN ŒUVRE

- Faire de la laïcité une idée de combat
- Faire de l'islam le défi unique auquel est confrontée la laïcité aujourd'hui
- Faire un récit chronologique et uniquement politique du Front populaire
- Faire un cours sur la condition ouvrière depuis la fin du XIX^e siècle
- Présenter l'évolution de la place des femmes de manière trop linéaire

HISTOIRE DES ARTS

De nombreux films des années 1930 illustrent la vie, le travail et les revendications des ouvriers. On peut citer entre autres le film de René Clair, *A nous la liberté* en 1931, les films de Jean Renoir comme *La vie est à nous* en 1936, *La Belle Équipe* de Julien Duvivier en 1936... L'image de Jean Gabin, incarnation du héros issu des classes populaires, s'y construit.

Dans la première moitié du XX^e siècle, les femmes s'affirment dans tous les domaines artistiques : le cinéma avec Germaine Dulac, la photographie avec Germaine Krull, la mode avec Jeanne Lanvin ou Coco Chanel, la musique avec Lili et Nadia Boulanger ou Germaine Tailleferre. La plupart de ces artistes défendent des positions féministes que l'on retrouve dans une abondante littérature dont le roman de V. Marguerite, *La garçonne* (1922) et le *Deuxième sexe* (1949) de Simone de Beauvoir sont les exemples les plus connus. Ces œuvres appellent à une libération du corps par le changement du costume mais aussi la revendication à une sexualité plus libre que l'on retrouve dans les tableaux de Marie Laurencin ou à ceux de Tamara de Lempicka. Manifestes féministes, les œuvres des artistes des années 1960-1970 traduisent l'évolution de la condition des femmes à cette époque, la revendication d'une sexualité plus libre, les nouvelles relations entre hommes et femmes. Ces thèmes nourrissent les « films de femmes » qui se multiplient dans les années 1970 avec des réalisatrices comme Chantal Akerman ou Agnès Varda (*L'une chante, l'autre pas*, 1977).

POUR ALLER PLUS LOIN

Sur le Front populaire :

- Noiriel, G, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Seuil, 1988
- Tartakowsky, D, Margairaz, M, *L'avenir nous appartient : histoire du Front populaire*, Larousse, 2006

Sur les religions et la laïcité :

- Baubérot, J, *Laïcité, 1905-2005, entre passion et raison*, PUF, 2000
- Weill, P, dir, *Les politiques de la laïcité au XXe siècle*, PUF, 2007

Sur les femmes :

- Achin C, Levêque S, *Femmes en politique*, La Découverte, 2006
- Bard, C, *Les Femmes dans la société française du XX^e siècle*, Armand Colin, 2002
- Dermenjian, G, Jami, I, Rouquier, A, Thebaud, F, *La place des femmes dans l'histoire, une histoire mixte*, Belin, 2010.